

## Jeunesse - Santé

# Plaidoyer pour une politique de la jeunesse cohérente et ambitieuse

Par Emmanuelle Chaudieu - 16/09/2011

La jeunesse ? *"On en entend beaucoup parler par le biais sécuritaire, de la prévention de la délinquance, certes, mais ces aspects sont loin de constituer toutes les problématiques de cette population, dont une grande partie est niée dans le discours politique..."*

Ces propos de Max Daniel, président de la Fédération des espaces santé jeunes (FESJ), résument assez bien les raisons qui ont motivé l'élaboration de la **"Contribution pour une politique ambitieuse en faveur du bien-être social, psychique et physique des jeunes"**, présentée à la presse vendredi 16 septembre.

### Contexte de dégradation financière importante

Cette initiative, portée par la FESJ, l'Association nationale des maisons des adolescents (ANMDA) et l'Association nationale des points accueil-écoute jeunes (ANPAEJ), est née du travail collaboratif que ces trois organisations ont engagé depuis leur constitution en inter-réseaux en 2010.

*"Nous avons élaboré ce texte pour faire part de nos inquiétudes sur le territoire national"*, a témoigné Alain Fuseau, président de l'ANMDA, en pointant le contexte de dégradation financière importante qui touche ces structures à travers une diminution des crédits tant du côté de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) que du ministère de la Santé, [une situation sur laquelle l'ANPAEJ et la FESJ avaient déjà tiré la sonnette d'alarme il y a plus d'un an](#).

*"Nous militons pour un rebasage sur l'année 2009"*, a poursuivi le président de l'ANMDA, en rappelant qu'en trois ans les financements "cohésion sociale" étaient passés d'un peu plus de neuf millions à cinq millions d'euros par an.

### Désengagements en chaîne

*"Nos structures souffrent et meurent de l'instabilité des financements qui sont remis en cause de façon permanente : c'est la raison pour laquelle nous revendiquons un socle de financement stable et pérenne au niveau de l'Etat"*.

Pis, le désengagement financier de l'Etat entraîne un désengagement en chaîne des collectivités territoriales (conseils généraux et villes principalement). *"Nous avons un exemple dans le Var, où en 2010, l'annonce du désengagement de l'Etat a entraîné la suppression de la subvention du conseil général : résultat, deux structures ont fermé"*, a témoigné Verena Sabatino, membre de la FESJ.

Au total, **15 structures ont fermé en 2010** et à la mi-2011 d'autres avaient, ou étaient sur le point, de suivre le même mouvement, les plus touchés étant les PAEJ et les ESJ.

Et comme l'a souligné Max Daniel, les zones péri-urbaines et rurales, où les collectivités, de moindre importance, n'ont pas les moyens de compenser, sont d'autant plus pénalisées : **"Le risque c'est une concentration en milieu urbain et que les autres jeunes se retrouvent sans aucun dispositif"**.

### Pour une politique de la jeunesse cohérente

Un autre constat a prévalu à la rédaction de cette contribution, celui de l'absence d'une politique jeunesse cohérente. *"L'idée est que l'on ne saucissonne plus la jeunesse"*, a résumé Patrick

Cottin, secrétaire général de l'ANMDA, tandis qu'Alain Fuseau a précisé que leurs organisations réclamaient **"un texte ambitieux et cohérent pour adapter l'ensemble des dispositifs jeunesse aujourd'hui éclatés dans des modalités de gestion de moins en moins lisibles"**.

A l'appui de leurs revendications, les membres de l'inter-réseaux ont insisté sur les apports de leurs structures, dont le principe de base repose sur **"un continuum d'accueil et d'accompagnement des jeunes, de la prévention aux soins"**, des situations les plus simples aux plus complexes, à travers un accueil inconditionnel et généraliste.

*"Ce qui caractérise nos dispositifs c'est d'être des têtes de pont du droit commun"*, a indiqué Max Daniel. **"On désarmorçe des situations en amont qui évite une prise en charge plus complexe, et en cela nous participons à la baisse des dépenses de santé"**.

### Articuler les besoins de lien social et d'accès aux soins

Autre force : le maillage territorial offert par ces structures, qui est cependant mis en péril aujourd'hui.

**"La difficulté actuellement pour les jeunes est de trouver des interlocuteurs dans le champ social"**, a souligné Marc Leray, président de l'ANPAEJ. **"Par ailleurs, une partie des jeunes a besoin d'accéder à des soins et là aussi on constate une grande carence. Et il y a nécessité d'articuler ces deux besoins, de lien social d'une part, et d'accès à la santé d'autre part"**.

Les représentants de l'inter-réseaux vont donc dans les jours qui viennent rencontrer les différents ministères qui interviennent chacun sur certains "pans" de la jeunesse pour porter les revendications et les principes édictés dans leur [contribution](#), finalisée en juin dernier.

Et leur ambition est évidemment que leur exigence pour la **mise en oeuvre d'une politique jeunesse digne de ce nom constitue un des enjeux majeurs de la prochaine campagne présidentielle**.

© Actualités sociales hebdomadaires - Wolters Kluwer France